

**NOUVELLE-
CALÉDONIE
LES MÉTIS,
C'EST L'AVENIR !**

3,20 € / 29 MAI 2024 / N° 1662

ENFANTS-ILLES GENDRES GOUVERNEMENT ET LES COMPARTIS

CHARLIE HEBDO

SECTES
La nouvelle
pandémie

16-18 ans et +

EN KIOSQUE

CHARLIE HEBDO

RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

1 000 FEIGNASSES POUR 1 TRAVAILLEUR



ÇA SUFFIT!

SALCH

FRANCE MÉTRO - 3 20 € - BEL LUX - 3 20 € - CH - 5,40 CHF - D - 4 30 € - ESP/IT/PORT-CONT. - 3 20 € - DOM/A - 4 50 € - GR/A - 5 20 € - CAI/A - 8 20 XPF - TAH/A - 7 20 XPF - CAI/A - 6 95 € CAD
 1662 charliehebd.fr

L 14057 - 1662 - F: 3.20 €





BENJAMIN
NETANYAHOU
BIENTÔT DEVANT
LA COUR PÉNALE
INTERNATIONALE?

LE PROCÈS DU SIÈCLE

LA DÉFENSE

L'ACCUSATION



CRÉTINISSE DE LA SEMAINE

GRAND BANDITISME

PATRICK BALKANY, prêt à se représenter à la mairie de Levallois : « Si l'élection a lieu demain, je suis réélu » (CNews, 21/5). Le pire, c'est que c'est vrai.

CHAMBRÉE

BRUNO RETAILLEAU, à propos de la lutte contre l'homophobie : « Très franchement, introduire cette cause à tout bout de champ, je pense que ça nuit même à la cause, parce qu'à un moment donné, ça peut agacer les Français » (Sud Radio, 21/5). Qui en ont marre des pédés.

LA FAMILLE ADDAMS

MARION MARÉCHAL, à propos de sa relation avec tante Marine : « On a des désaccords politiques, ça arrive dans toutes les familles. [...] On est schizophrènes chez les Le Pen. C'est très difficile à comprendre de l'extérieur » (C8, 22/5). C'est pourtant à l'extérieur qu'on est le mieux.

BRASSE COULEE

ANNE HIDALGO, prête pour son plongeon dans la Seine, le 23 juin : « Je me suis un peu entraînée en piscine pour mon challenge personnel. Je montrerai que je sais bien nager » (BFMTV, 23/5). Que demander d'autre à une maire de Paris ?

ON A REÇU ÇA

Lettres d'Iran

Cher Charlie, je voulais simplement vous remercier pour votre caricature sur Raïss [en « une de la semaine dernière, ndr »] et aussi pour celles sur Mahomet. Si l'on va plus, continuez à faire ce que vous faites, nous avons besoin de davantage de liberté dans le monde. Merci. Mehrzad

Géniale... ou du 22 mai « Dieu existe », c'est exactement ce que je me suis dit dès que j'ai appris la nouvelle. Mais, comme on dit : ça va mieux en la dessinant. Juc

Charlie, je veux te remercier, pour ces caricatures fantastiques sur le président de la République islamique, et pour continuer à être notre porte-voix. Vive la liberté ! Femme, vie, liberté ! Moein, un de vos fans iraniens

C'est quoi, ton problème, Gilles ?
Pour rejoindre le « retraité en colère »



on a une conscience sociale très profonde : quelque'un qui tombe à la mer, on lui tend la main, on le nourrit, on le secourt, on le ramène dans son pays » (BFMTV, 24/5). Ça fait quand même beaucoup d'assistant, tout ça...

REQUIEM

FRANZ-OLIVIER GIESBERT analyse le débat Bardella-Attal : « Bardella a tenu face à Attal, qui est un Mozart de la politique » (Europe 1, 24/5). Ah bon, il a la vérole ?

TERRES HUMAINES

PASCAL PAUD, anthropologue sur CNews : « Les événements de Nouvelle-Calédonie illustrent la difficulté des sociétés multiculturelles à vivre ensemble. Comment vivre ensemble quand on ne partage pas les mêmes valeurs, les mêmes mœurs, la même histoire ou la même religion ? » (CNews, 24/5). Si les Kanaks n'arrivent pas à s'intégrer en Nouvelle-Calédonie, qu'ils retournent dans leur pays !

PAGNOLADE

SABRINA AGRESTI-ROUBACHE, secrétaire d'État chargée de la citoyenneté de Marseille et cheffe de Jean-Claude Gaudin : « [...] Je verrais chaque matin votre portrait, le portrait du dernier des géants » (La Provence, 21/5). N'exagérons rien, il y a encore des chefs de gang très bien à Marseille.

Y EN A DES BIEN

MAXIMILIAN KRAH, tête de liste de l'AFD aux européennes, ex-allié du RN : « Je ne dirai jamais que chaque homme portant un uniforme SS était automatiquement un criminel » (HuffPost, 21/5). Mon grand-père, qui me faisait sauter sur ses genoux devant Derrick, n'a jamais eu un geste déplacé.

BURN-OUT

ANNE HIDALGO, déjà en maillot : « Ras-le-bol du bashing des Jeux, quoi ! Arrêtez, mais ras-le-bol ! Ras-le-bol à tous ces peigne-à-jour qui n'ont pas du tout envie qu'on puisse célébrer quelque chose ensemble. Ras-la-casquette ! » (BFMTV, 22/5). Finalement, ça devrait pas lui faire de mal de prendre un bain frais.

MÉTAVERS

PRISCIA THEVENOT, mathématicienne très quantique : « Quand, en 2017, Emmanuel Macron a promis

de mettre fin au chômage de masse, tout le monde nous a ri au nez. [...] Force est de constater qu'aujourd'hui [il] a disparu » (Europe 1, 23/5). Étant donné qu'en France le chômage est à 7,5% et qu'il y a 3,9 millions d'allocationnaires des minima sociaux, Prisca Thevenot pourrait-elle nous préciser dans quel pays Macron a fait disparaître le chômage ?

APPEL D'AIR

SEBASTIEN CHENU, député RN du Nord, propose de repousser les bateaux de migrants, mais avec humanité : « Nous,

ne serait-il pas intéressant de creuser le filon de la compréhension de ce phénomène détestable pour mieux le combattre ? Le désert à gauche n'y est pas [...] J'ai pas pour rien, mais votre ligne éditoriale me semble contradictoire avec la social-démocratie que vous appelez de vos vœux [...] », tandis que vos chroniques et reportages en dénoncent l'indignité intrinsèque. » Unlecteur

La France aux Kanaks !

Je ne voterai pas pour le RN, il n'empêche que je ne peux m'interdire cette question : le capitalisme est-il compatible avec la démocratie ? L'exemple de la Nouvelle-Calédonie illustre ce questionnement : notre président est d'abord un affairste [...] ; que veut-il avec cette loi sur le droit de vote ? Il vise les mines de nickel au potentiel important en termes de commerce international et de juteux dividendes ; or les Kanaks sont majoritaires sur l'île et la loi risque de compromettre l'équilibre [...] ; vieux réflexe atavique d'une idée colonialiste qui veut que les autochtones restent ignorants et corvéables à merci ; ça ne pouvait que faire des étincelles ! Pascal

Édito

Far West au Proche-Orient

RIS

La décision du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de la Haye de lancer des mandats d'arrêt pour crimes contre l'humanité, à la fois contre les leaders du Hamas et contre le Premier ministre israélien, a fait l'effet d'une bombe. Une de plus. L'annonce le même jour des deux actions donne l'impression que les mis en cause étaient coupables de crimes identiques et méritaient d'être renvoyés dès à dos. Mais derrière ces arguties, d'autres interrogations viennent à l'esprit. Pour la première fois, le dirigeant d'une démocratie est poursuivi par la CPI pour crimes contre l'humanité. On était habitué à voir défiler devant ce tribunal des tyrans, des seigneurs de guerre, des terroristes - comme ceux du Hamas -, bref, un aéropage de crapules sanguinaires dont on n'avait jamais rien espéré de positif pour le genre humain. Mais voir le Premier ministre d'une démocratie dans cette position, c'est inédit. Est-ce si choquant ? C'est sa personne et elle seule qui se retrouve sur le banc des accusés, pas son pays ni ses concitoyens. À y regarder de plus près, l'acte d'accusation n'est pas si terrible pour Israël, car il n'est nullement reproché à son gouvernement d'avoir engagé une action militaire dans la bande de Gaza après l'attaque terroriste du 7 octobre. Son droit à se défendre n'est pas remis en cause. Comment la CPI pourrait-elle le faire, puis-elle, même aux pays qui adhèrent à sa charte, elle ne conteste pas le droit de faire la guerre et de bombarder à tout-va ? L'accusation porte sur des faits précis comme celui d'avoir « affamé délibérément des civils ». Ça peut même sembler dérisoire au regard des destructions qu'il ont

C'est Netanyahu qui se retrouve sur le banc des accusés, pas son pays ni ses concitoyens

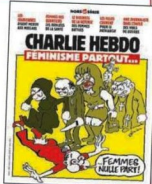
frappé Gaza et du nombre de tués, mais c'est suffisant - si on en croit les textes qui définissent les crimes contre l'humanité - pour déclencher une poursuite. Au-delà de savoir si ces accusations sont avérées ou pas - bon courage aux juges de la CPI chargés de cette tâche -, c'est la question de la violation du droit qui est posée. Et, cette fois, pour la démocratie, pas par une dictature. Netanyahu avait déjà cherché à modifier la loi fondamentale de son pays pour échapper à la prison. Accusé de corruption, il y a longtemps qu'il aurait dû se retrouver derrière les barreaux, non pas ceux de la Haye, mais ceux des géolés de son pays. Ce n'est pas un phénomène isolé, propre à ce dirigeant. On voit grandir dans les démocraties une tendance à se fourrer de plus en plus de la loi et des principes fondamentaux qui régissent leur État de droit. En 2021, refusant le verdict des urnes, Trump avait donné le ton en incitant sur Twitter ses partisans à partir à l'assaut du Capitole. Il vient de déclarer que, pour 2024, il n'accepterait pas davantage le résultat des prochaines élections qu'il ne donnerait perdant. Netanyahu semble marcher sur les pas de Trump, se fichant lui aussi du respect des lois de son propre pays. Alors, le droit international... Et cela dans des démocraties qui devraient être exemplaires. Le gros malaise de cette inculturation n'est pas son existence, mais le fait qu'elle mette en évidence un affaiblissement de la rigueur et de l'éthique démocratiques. En accusant Netanyahu d'avoir possiblement violé des lois internationales, la CPI met sous les projecteurs cette drôle au sein des démocraties : la légalité, la Constitution et les traités internationaux, finalement, tout le monde s'en fout et aimerait passer outre. Seule compte la loi du plus fort, au nom d'un nationalisme qui se croit efficace mais qui, un jour, franchit la ligne rouge et fait basculer les sociétés laudées dans le fossé. Si cette inculturation pouvait au moins servir à interroger le devenir des démocraties, de plus en plus attaquées par des régimes autoritaires comme la Russie et la Chine ou des idéologies totalitaires comme le Hamas, et qui, au bout d'un moment, par mimétisme ou par cupidité, se laissent contaminer par le cynisme de leurs ennemis mortels et en arrivent à dégrader leurs propres valeurs au point de les réduire à néant. ●

HORS-SÉRIE EN KIOSQUE

FÉMINISME PARTOUT... FEMMES NULLE PART !

Alors que le féminisme est désormais le mot-clé de toutes les actions militantes, cette idéologie est-elle devenue trop rigide, avec ses obsessions identitaires, communautaires, ou est-elle plutôt devenue superficielle au point de ne plus répondre à la réalité de trop de femmes ?

• 64 pages, 8 euros.



Comique de répétition



AIDE À MOURIR EN IRAN DÈS LES PREMIERS SIGNES DE DÉPRESSION



PAUVRE NOUVELLE-CALÉDONIE!



C'est pourtant pas compliqué

DU PLASTIQUE
jusque dans les couilles

ANTONIO FISCHETTI

Le plastique est parfois très utile. Par exemple, sous forme de sacs-poubelle ou de gaines isolantes. Mais désormais, il nous poursuit bien la vie. Surtout quand il se désagrége en microplastiques, minuscules fragments invisibles. Ces confettis chimiques sont partout. On en a détecté au sommet de l'Everest, en Antarctique, dans le microplankton, dans les baleines... Aujourd'hui, voilà qu'on en trouve dans les testicules des humains. C'est ce que viennent de montrer des chercheurs de l'université de New Mexico, avec une étude publiée le 15 mai dans la revue *Toxicological Sciences*. Après avoir analysé les tissus testiculaires de 23 hommes (on a eu la délicatesse d'attendre qu'ils soient morts pour leur disséquer la peau des couilles), il s'est avéré que ces échantillons étaient tous pollués : 329,44 microgrammes de plastique par gramme de tissu testiculaire, en moyenne. On a beau rêver de se faire des couilles en or, on les a surtout en plastoc. En 2023, des biologistes chinois avaient trouvé des microplastiques dans le sperme : hier le contenu, aujourd'hui le contenant, les mecs sont cernés (les chercheurs se sont aussi penchés sur les gonades de chiens, et y ont aussi décelé des microplastiques, mais trois fois moins que chez les hommes : est-ce parce que

les quadrupèdes boivent moins d'eau en bouteille et transportent moins de sacs-poubelle?).

C'est en tout cas une preuve supplémentaire de l'invasion de cette pollution. En novembre 2022, des chercheurs des universités Clermont-Auvergne et de Toulouse écrivaient, dans une publication, qu'« au cours des dernières décennies, la production plastique a explosé, passant de 1,7 million de tonnes dans les années 1950 à plus de 367 millions de tonnes en 2020 », de sorte qu'un être humain ingère entre 0,1 et 5 g de microplastiques par semaine. Nous avalons cette merde en mangeant, en buvant, en touchant toutes sortes d'objets, mais aussi tout bonnement en respirant... À ce jour, on en a trouvé dans une quinzaine d'endroits du corps humain : placenta, sang, poupon, foie, lait maternel, colon... Il n'y a pas de raison que l'appareil génital soit épargné.

Quels sont les risques pour la santé? Évidemment, on pense d'abord à la fertilité. Les chercheurs de l'université de New Mexico l'ont montré chez les chiens : plus ils ont de micro-

plastiques dans leurs testicules, moins ils produisent de spermatozoïdes. Il est vraisemblable que cette pollution s'ajoute à toutes les autres (métaux lourds, perturbateurs endocriniens...) responsables de la détérioration du sperme observée depuis cinquante ans.

Les femmes ne sont évidemment pas épargnées par cette pollution. Pour ne citer qu'un exemple, des scientifiques de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) ont établi que les microplastiques modifient le microbiote intestinal, entraînant « une augmentation de bactéries pouvant être néfastes et une diminution de bactéries bénéfiques pour la santé ».

Il y aurait peut-être tout de même un petit effet positif : si les microplastiques altèrent la fertilité, ils pourraient alors contribuer à limiter la surpopulation, elle aussi responsable de toutes sortes de nuisances... Je ne dis pas que ces deux fléaux vont s'équilibrer, mais il faut toujours voir le bon côté des choses. ●

1. tinyurl.com/2hhxz6u5

2. tinyurl.com/23nxxdued (en anglais).

LES TESTICULES

LE 7^e CONTINENT DE PLASTIQUERASSEMBLEMENT
NATIONALCachez cet allié néonazi,
que je ne saurais voir

JEAN-YVES CANUS

Au FN de Jean-Marie Le Pen, les militants méritants étaient décorés de la « flamme d'honneur ». Si cette breloque existait toujours au RN, elle devrait être attribuée à l'Allemand Maximilian Krah, de l'ADP (Alternative pour l'Allemagne). Pourquoi? Parce qu'il a donné une occasion en or à Marine Le Pen de faire un pas supplémentaire vers la normalisation.

Résumons. Le 18 mai, la tête de liste de l'ADP (15 % des intentions de vote) déclare au quotidien italien *La Repubblica* qu'« un SS n'était pas automatiquement un criminel ». Il nie donc la différence de nature entre le conscript de la Wehrmacht, incorporé qu'il l'ait voulu ou non, et le soldat de la branche militaire d'une organisation politique nationale-socialiste dont les membres étaient en grande majorité des volontaires sélectionnés selon des critères raciaux et, pour les officiers, d'adhésion idéologique au régime nazi.

Pourquoi fait-il cela? Parce que la Waffen-SS a compté jusqu'à 800 000 soldats et que, s'il n'en reste qu'une poignée, des vétérans centenaires, ils ont une descendance, une parenté. Une partie rejette catégoriquement le choix de l'ancêtre, une autre, au contraire, marche dans ses pas, tandis qu'une troisième partie ne sait pas trop quoi penser. Pour désamorcer la culpabilité

collective, l'extrême droite allemande a inventé un slogan : « Opa war kein Verbrecher » (« grand-père n'était pas un criminel »). Initialement, il avait été lancé en 1995, à l'occasion d'une exposition nationale sur les crimes de guerre de la Wehrmacht. Krah pousse le bouchon plus loin : sa déclaration va contre la décision du tribunal de Nuremberg de juger la Waffen-SS, en bloc, comme une organisation criminelle.

Que fait le RN en apprenant ce nouveau clin d'œil de son allié allemand aux nazis addictes? Il annonce rompre avec l'ADP et obtient que ce parti soit exclu du groupe Identité et démocratie, où ils siégeaient tous deux au Parlement européen. L'occasion était trop belle. Jusqu'à récemment, les adversaires du RN lui rappelaient que le FN, son aîné, avait pour premier trésorier l'ancien Waffen-SS Pierre Bousquet.

L'occasion de
se -normaliser-
était trop belle

Et colle toujours à la peau du parti la déclaration de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz, réitérée en 1997 à Munich, en présence de son allié allemand de l'époque, Franz Schönhuber, ancien instructeur interprète des volontaires français de la Waffen-SS. Enfin, Marine Le Pen elle-même continue à être attaquée sur sa proximité avec d'anciens militants du GUD jugés « néonazis ». Rompre avec l'ADP et l'éjecter de son groupe parlementaire, voilà une manière de poser un acte contre, je cite le RN, le « révisionnisme » de son allié d'hier.

En fait, dès l'été 2023, l'ADP se cherche de nouveaux alliés. Le Belge Lionel Baland, proche des milieux nationalistes, qui le couvre l'activité européenne, a ainsi rapporté un possible rapprochement entre le parti allemand et des formations radicales comme les Hongrois de Mi Hazánk, les Bulgares de Vazrazhdane, les Polonais de Konfederacja et les Slovaques de Republika. Des confidences se sont tenues en ce sens, la dernière en avril 2024, à Sofia. Le RN débordé sur sa droite? C'est peut-être un nouveau rêve frontiste en train de se réaliser. ●

LA SOCIÉTÉ CONTRE L'ÉTAT

Citoyennes et citoyens pour
l'éducation nationale

GILLES RAVEAUD

Quand j'étais petit, un livre de la bibliothèque de mon père m'intriguait. Il s'intitulait *La Société contre l'État*. Il avait été écrit par Pierre Clastres et était paru en 1974 aux Éditions de Minuit – issues de la Résistance, celles qui publiaient Bourdieu ! Je ne l'ai jamais ouvert, bien trop effrayé de lire ce qui s'y trouvait. La société contre l'État, lui, le garant du bien commun, l'employeur de mes parents, la protection contre la barbarie du marché, l'État fournisseur de cette magnifique éducation nationale, cet État serait contraire à la société ?

Impensable. Cher Clastres, qui étudiait les sociétés « primitives », comme on disait il y a un demi-siècle, l'idée était de dénoncer la corruption politique entre, d'un côté, les détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et, de l'autre, les personnes assujetties à cette force. Aujourd'hui, en France, l'État sous Macron mène un projet à la fois banal et terrifiant de destruction de l'éducation de la jeunesse du pays. C'est d'ailleurs trop facile : il lui suffit de ne rien faire, de laisser la rémunération des enseignants devenir grotesque, de les assurer de l'absence totale de soutien de leur hiérarchie en cas de problème, de ne surtout pas surveiller les élèves indisciplinés, et encore moins de les punir. Bref, de laisser prospérer la chienne si bien décrite par le clip parodique des Inconnus en... 1993.

De plus, l'État soutient activement le déploiement d'une offre d'éducation privée, notamment en créant de toutes pièces un diplôme bidon, le bachelard, délivré par des écoles bidon, mais aux frais de scolarité bien réels. Les enfants de techniciens, de routiers, de coiffeuses ou de secrétaires, mal informés des subtilités de l'enseignement supérieur, s'y inscrivent en masse ? Paient-ils pour presque rien ? Il arrive que leur école fasse faillite en cours de route ? Tout le monde s'en fout, et d'un côté des bourgeois cultivés, c'est la fuite vers le privé. Articles et ouvrages fleurissent à propos de cette nouvelle « ségrégation scolaire », terme inavouablement déjà devenu courant.

Alors, que nous reste-t-il, à nous les citoyennes et les citoyens attachés à l'idée d'une éducation nationale ? La justice. Comme dans le domaine environnemental, la politique n'a plus aucun pouvoir progressiste, puisque ces conneries et cons de Français votent mal. Le pouvoir ne sait que détruire. Restent alors les juges pour nous protéger de lui.

Le 10 avril dernier, l'État a ainsi été condamné par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise pour « carences dans l'organisation du service public de l'enseignement », en raison des très nombreuses heures de cours perdues de façon irréversible par des collégiens. L'État a dû indemniser les familles, à une hauteur certes ridicule (de 20 à 250 euros), et leur rembourser 800 euros de frais de justice. Selon Patrice Furé, président de la FCPE des Hauts-de-Seine, chaque famille doit porter plainte, et vite : vous êtes sûrs de gagner, les amis !

Comme il l'explique dans *Le Parisien* du 17 mai 2024, « à l'audience, le recteur de Versailles n'a même pas cherché à remettre en cause le nombre d'heures perdues ». L'attitude de l'État est tellement minable que les mecs n'osent pas la ramener. Il faut dire que l'on perd des collégiens ont perdu une heure de cours sur quatre. C'est pas à Stanislas que ça arriverait... »

Et donc, le message de l'ami Patrice aux familles est : « Allez-y, vous êtes sûrs de gagner. » Pour une classe de 25 élèves, la facture pourrait s'élever à 25 000 euros pour l'État. Et donc, dans un collège de 20 classes, atteindre, si chaque parent porte plainte, des centaines de milliers d'euros, à payer par la puissance publique. Noyé sous les procédures, l'État finirait peut-être par enfin faire son boulot et embaucher des profs (et les payer pour de vrai). ●

LE PRIVÉ NE MANQUE PAS DE PROFS

ON NE RATERAIT UN COURS POUR RIEN DU MONDE.



FOUS DE DIEU EN FOLIE

XI JINPING AKBAR

LES MURS CHINOIS ont-ils des oreilles ? Xi Jinping et ses petits copains du Parti communiste en sont convaincus. Ce mois de mai a vu l'entrée en application d'une nouvelle « loi sur la sauvegarde des secrets d'État », qui vise à mener une chasse de tous les instants contre les « espions » – supposés nombreux – infiltrés dans le pays. Y compris dans les mosquées, où la prière du vendredi a été remplacée par une lecture du texte de loi, placée sous le mot d'ordre « Le patriotisme fait partie de la foi. Traduction : en cas de contact avec des étrangers ou de critique de la politique du PCC, votre Azergui, en est la tête de liste. Sous la bannière d'un Free Palestine Party, qui présentera aussi des listes en Espagne, en Allemagne, en Suède, aux Pays-Bas et en Belgique, l'UDMF fait passer un message clairement antisioniste, résumé comme suit : il faut « mettre un terme au soutien inconditionnel envers un État qui occupe illégalement des territoires qui ne lui appartiennent pas et qui continue de décimer, depuis plus d'un demi-siècle, toute une population ».

Pour ceux qui seraient dupes, le programme exige aussi « le retrait des organisations palestiniennes de la liste des organisations terroristes de l'UE (United Islamic Front, FLPL) » et le vote d'une loi contre l'islamophobie. Quant à la carte de la Palestine qui orne la profession de foi, elle est sans ambiguïté : elle efface Israël. J.-Y. Camus

L. Daussy

municipal s'assure qu'aucune femme n'entre, avec l'aval de tous les élus locaux. Chaque participant porte une bouteille de vin, pour qu'elle soit bénie par le curé. Même sur le site de la mairie, on peut lire que la procession des bouteilles est « exclusivement réservée aux hommes ». Soit une sacrée entorse à la loi française, et avec la bénédiction de l'Église.

L. Daussy

HAMAS ATTITUDE

DERRIÈRE LA LISTE

Free Palestine, qui a été déposée en vue des élections européennes en France, figure l'Union des démocrates musulmans français (UDMF). Son fondateur, Nagib Azergui, en est la tête de liste. Sous la bannière d'un Free Palestine Party, qui présentera aussi des listes en Espagne, en Allemagne, en Suède, aux Pays-Bas et en Belgique, l'UDMF fait passer un message clairement antisioniste, résumé comme suit : il faut « mettre un terme au soutien inconditionnel envers un État qui occupe illégalement des territoires qui ne lui appartiennent pas et qui continue de décimer, depuis plus d'un demi-siècle, toute une population ».

Pour ceux qui seraient dupes, le programme exige aussi « le retrait des organisations palestiniennes de la liste des organisations terroristes de l'UE (United Islamic Front, FLPL) » et le vote d'une loi contre l'islamophobie. Quant à la carte de la Palestine qui orne la profession de foi, elle est sans ambiguïté : elle efface Israël. J.-Y. Camus

L. Daussy

LIBERTÉ D'EXPRESSION
garantie et protégée. C'est la principale recommandation du rapport sur la violence et les perturbations politiques dans les établissements scolaires commandé par le gouvernement britannique. Une recommandation bienvenue, alors que de nombreux enseignants d'outre-Manche reconnaissent s'autocensurer, quand ils ne sont pas victimes de menaces ou d'attaques plus violentes de la part de groupes musulmans, qui, entre cours sur l'éducation sexuelle ou l'égalité des genres, de religion ou d'éducation civique, les accusent régulièrement de blasphème. Si ça continue, les Anglais vont envier notre laïcité. P. C.

P. C.

SAINT GEEK
LE VATICAN A ENFIN SON SAINT patron du Web : Carlo Acutis, emporté à 15 ans par une maladie, en 2006, est à l'origine de deux miracles, selon l'Église catholique, qui va prononcer sa canonisation. Miracles pourtant survenus après son décès... Mais comme le garçon, très croyant, était porteur sur l'électronique, on l'appelle le Geek de Dieu et même le Cyberapôtre. Le Vatican 2.0 vend du rêve. C. Renault

C. Renault

SÉPARATISME

LA TRADITION A BON DOS.

Chaque année, le 1^{er} juin, à Boulbon, dans les Bouches-du-Rhône, se déroule une procession mi-catholique, mi-bacchanale, dans laquelle la présence des femmes est tout simplement interdite. La procession traverse le village vers la chapelle Saint-Marcelin. Là, un policier

Rencontres du troisième type

UNE FRANÇAISE BIENTÔT À BORD DE L'ISS



UNE FRANÇAISE DANS L'ESPACE EN 2026



PARIS, CAPITALE DE L'IA



Totem et Tabite

Consultez d'urgence un poète

YANN DIENER

Dans la série «Le langage poétique peut-il nous aider à contrer les novlangues?», aujourd'hui, je vous présente Arthur Teboul. Oui, le chanteur et parolier de Feu! Chatterton, le groupe qui cartonne en renouvelant la chanson française - ce nom est une référence à Thomas Chatterton, le poète anglais qui s'est suicidé à 17 ans, en 1770.

Arthur Teboul est aussi l'auteur de recueils de poèmes, aux Éditions Seghers, l'éditeur historique de Paul Éluard, Max Jacob et Henri Michaux; une grande maison qui s'est toujours intéressée à la chanson. Ça tombe bien, Arthur Teboul veut ramener la poésie dans la vie quotidienne. Il soutient qu'on est plus intimidé par l'idée de goûter de la poésie qu'à l'idée de faire l'amour, et regrette que la poésie ait été «reléguée à la périphérie de nos vies». Il risque même une hypothèse : «Je crois que c'est parce qu'elle met à mal notre souci d'efficacité et notre obsession de rentabilité. Elle nous ralentit et c'est inconfortable!» D'ailleurs, dans ses poèmes comme dans ses chansons, on entend souvent une critique bien sentie de nos machines communicantes.

Arthur Teboul voulait transformer la pratique solitaire de l'écriture poétique en une aventure collective, alors il a ouvert un cabinet de poésie. Une consultation d'écriture automatique. Dans un bureau, rue de Turenne, à Paris, pendant une semaine, du matin au soir, il a reçu 236 visiteurs, et leur a écrit un poème. Un poème instantané, improvisé, sans entraves. Les 236 poèmes sont publiés aujourd'hui dans L'Adresse. Les rendez-vous du déversoir. Teboul a inventé un métier, et le nomme «déverseur».

Une critique bien sentie de nos machines communicantes

«Quatre murs, une adresse postale, une plaque en étain devant l'entrée, un bureau, deux chaises, des feuilles, un stylo. Et des rendez-vous.» Chaque consultation durait une quinzaine de minutes; il demandait au visiteur de ne pas le regarder pendant qu'il écrivait. Ça évoque la pratique du psychanalyste, qui favorise l'écoute en sortant de l'axe du regard. D'ailleurs, Lacan disait qu'une interprétation est un acte poétique, parce qu'elle permet une sorte du langage convenu.

Le D^r Teboul avait gardé sur son agenda quelques créneaux libres pour des consultations sans rendez-vous : des urgences. Quelques mois après cette expérience, il a envoyé aux visiteurs un mail accompagné de 21 questions. Question n° 13 : «Les Français vont-ils chez le coiffeur en moyenne 4 ou 5 fois par an. Selon vous, à quelle fréquence serait-il idéal d'aller chez le déverseur dans une année?» Une réponse : «Une fois par semaine serait l'idéal. Le prix d'une séance pourrait être de 20 euros.» Question n° 15 : «Croyez-vous qu'un poème puisse changer une vie? — Oui.» N° 17 : «C'est-il passé quelque chose de particulier dans votre vie, en lien avec le poème, depuis que vous l'avez reçu?» Quelques réponses : «Pas encore»; «La rencontre de ma copine actuelle»; «J'ai commencé à voir un psy».

Arthur Teboul y voit la preuve que le besoin de poésie est partagé. Comme sa consultation est proche du dispositif psychanalytique, j'ai eu envie de lui faire passer le Questionnaire freudien¹. Première question : «Comment avez-vous rencontré vos parents? — Par inadvertance.» Deuxième question : «À quoi rêvez-vous? — À l'avenir.» Dernière question : «Qu'est-ce qui vous fait peur? — La mort.»

Ça me fait penser au poète Paul Celan, qui disait ne voir aucune différence de principe entre un poème et une poignée de main. ■

1. L'Adresse. Les rendez-vous du déversoir, d'Arthur Teboul (Éditions Seghers).



AIDE À MOURIR À RAFAH



JOURNAL DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

GROSS ÉCOTERRO-RISME

C'EST UNE PREMIÈRE en Allemagne. Cinq militants écologistes, membres de Letzte Generation, le Just Stop Oil local, viennent d'être accusés de «création d'organisation criminelle» par le procureur du Land de Brandebourg, dans le nord-est du pays.

«Organisation criminelle» qui, si elle reconnaît avoir appelé à des actions contre des raffineries, dans des aéroports ou des musées, respectait cependant des modes opératoires non violents. Reste que d'autres Länder pourraient désormais suivre cette décision et criminaliser à leur tour les militants écologistes allemands, qui dénoncent quant à eux une atteinte aux droits de protestation et à la liberté d'expression. Si Darmanin commence à faire des petits en Europe...

P. Chesnot

URGENCES

MOBILISATION GÉNÉRALE dans les hôpitaux pakistanais, où les services de cardiologie doivent traiter des centaines de patients soudainement victimes de crise cardiaque. La faute à des températures qui ont régulièrement dépassé les 49 °C ces dernières semaines. En attendant les 55 °C annoncés par les services météo, le gouvernement recommande donc aux plus fragiles - enfants, personnes âgées ou malades - de rester chez eux, et aux ruraux de bien fermer leurs portes pour éviter de voir serpents et scorpions venir chercher un peu d'ombre dans les habitations...

P. C.

AGENT ORANGE

DES RIVIÈRES qui deviennent orange. C'est ce que peuvent désormais constater les habitants de l'Alaska. Un changement de couleur certes sympa pour faire des selfies, mais qui témoigne surtout du

réchauffement climatique et de ses conséquences sur le permafrost, qui libère régulièrement des minéraux, zinc, cuivre, fer, qui, en plus de colorer les eaux d'oxydes, se retrouvent emportés en aval, menaçant ainsi la faune et l'approvisionnement en eau potable des populations. Eau un peu trop minérale... P. C.

ÇA BOUT

AVEC UNE TEMPÉRATURE de plus de 37 °C en surface, ce n'est plus un réchauffement mais une «ébullition» que connaissent aujourd'hui les eaux orientales du golfe de Thaïlande. Avec, pour conséquences, le blanchissement de près d'un tiers des coraux - signe de leur fin prochaine - et la raréfaction des poissons, qui y trouvent protection et nourriture. Les pêcheurs du coin risquent de connaître le même sort. P. C.

JUSTICE PRÉNATALE

LA COUR CONSTITUTIONNELLE sud-coréenne s'apprête à tenir sa deuxième et dernière audience sur une affaire inédite en Asie du Sud-Est. Dans une pétition déposée contre le gouvernement, des adultes, des enfants, des bébés, et même un fœtus, reprochent l'inaction du pays dans les hôpitaux. Ils s'opposent au changement climatique, menaçant ainsi leur droit de vivre dans un environnement sain. Le fœtus en question, au nom duquel ses parents ont déposé plainte, est désormais un bébé de 1 an et symbolise les attentes sur la façon dont la société doit protéger les générations futures contre les impacts du changement climatique. L'affaire est bien plus importante qu'elle y paraît, dans cette région du monde où le recours à la justice pour contester les politiques gouvernementales n'est pas monnaie courante. La crise climatique a le mérite de générer ces petits miracles. E. Lalande

Une bouffée d'oxygène

LES ARBRES jouent les filles de l'air

FABRICE NICOLINO

La France se barre en couilles, mais nous n'avons pas les yeux pour voir. Nous sommes trop peu de temps sur terre pour apprécier les phénomènes au long cours. Une étude de haut niveau montre que les arbres du continent européen se font la malle. C'est du sérieux. Les chercheurs ont sélectionné 69 espèces de notre continent – 98 % de ce qui existe – et regardé de près les données de 230 000 parcelles boisées de chênes, de hêtres, de saules, de peaux, de frênes. Entre autres. Le hêtre, cette beauté grise à peau d'éléphant, va peu à peu disparaître de tout l'Ouest.

À l'horizon 2100, pour cause de dérèglement climatique, le nombre d'essences d'arbres au kilomètre carré pourrait diminuer de 33 % au mieux, et de 49 % au pire, dans le cas d'une augmentation de 4 °C de la température. Le coullonnaud appelé Christophe Béchu, ministre de l'Écologie, a justement annoncé

Place aux monocultures et aux coupes rases

en janvier qu'il fallait se préparer à 4 °C de plus. Il n'a aucune idée de ce que cela veut dire et, de toute façon, il s'apprête à disparaître des écrans. Bien entendu, les conséquences seront multiples. Sur la biodiversité, sur la (sur)production de bois, sur le climat en fin, car tous les arbres ne stockent pas le carbone de la même manière. De cela, le gouvernement n'a que faire. Ce qu'il veut, via son bras armé, l'Office national des forêts (ONF), c'est débiter du bois coûte que coûte. Le projet actuel consiste à augmenter les prélèvements de bois de 70 % d'ici à 2050. Avec un ONF qui a perdu près de la moitié de ses effectifs en vingt ans. Un agent de terrain s'occupait de 800 ha de forêts, et la charge est passée à 1 700 ha.

Dans un rapport d'une grande clarté, des associations nous prévenaient : *« Les forêts françaises sont aujourd'hui à la croisée des chemins, comme l'a été l'agriculture dans les années 1950-1960. »* Pour l'heure, place aux monocultures d'arbres, aussi déprimantes que les champs de maïs. Place à des engins de plus en plus lourds – ne faut-il pas « compenser » le travail humain ? –.

Le faux sauvetage du grand tétras

Ils sont peut-être déjà relâchés. Eux, les grands tétras, qu'on appelle aussi les grands coqs de bruyère. La femelle est rousse; le mâle, sombre à noir, avec une belle excroissance rouge au-dessus des yeux.

La préfecture des Vosges vient de donner un feu vert imbécile à leur réintroduction dans le massif vosgien, après capture,

en Norvège, de 200 oiseaux sur cinq ans. Cela pourrait sembler une bonne nouvelle,

mais ce n'est qu'un bluff de plus, et l'on va comprendre pourquoi.

Commentaire scientifique de l'an passé : *« Le déclin de la population de grands tétras [...] constaté dans le massif vosgien depuis plus de 40 ans, non seulement s'est poursuivi, mais s'est accéléré au cours des dernières années. »*

Ce n'est pas d'un déclin qu'il faut parler, mais d'une extinction, puisqu'il ne reste plus dans les Vosges que cinq grands tétras au maximum. L'affaire est

entendue depuis des années : les trois causes principales s'appellent le tourisme de

masse, la gestion de la chasse et le dérèglement climatique.

Combien de touristes ? Des millions chaque année, en toutes saisons, qui dérangent sans cesse les survivants.

À pied, en VTT, en raquettes, ils s'aventurent dans des lieux où ils ne pouvaient aller auparavant.

Le dérèglement climatique fait de son côté disparaître la neige et le froid, essentiels à une bonne reproduction de l'espèce. Enfin, les sangliers, proliférants, dévastent le territoire ancien des grands

tétras, en dévorant par exemple les buissons de myrtilles dont se délectaient jadis les oiseaux.

En bref, il faudrait rétablir un habitat possible avant toute autre mesure. Écoutons le

Vosgien Vincent Munier, notre plus grand photographe de nature. Il faut, pour lui, « limiter les conséquences néfastes de la surfructification touristique ;

améliorer la qualité de nos forêts ; anticiper le réchauffement climatique ; favoriser le retour du lynx et du loup pour peiller la surdensité des herbivores sauvages. Bref, [...] que nos

Vosges ne se réduisent pas à un vaste terrain de jeu pour une espèce – la nôtre – au détriment de toutes les autres ». **F. N.**

1. Lire et relire le sublime livre de Michel Munier *L'Oiseau-d'élite*, paru en 2022 aux éditions Kobalann.

2. tinyurl.com/bdd59kk

3. tinyurl.com/bdcs7p85

aux coupes rases, cette vilénie. Place à la vitesse : 79 % des arbres ont moins de 100 ans. Dans ces conditions, l'avenir qu'ils nous imposent s'appelle l'industrialisation.

Pour le climat, c'est fou. Ce qu'ils appellent forêt s'étend sans conteste, avec une augmentation de sa surface de 21 % depuis 1985. Mais, dans le même temps, elle stocke de moins en moins de carbone, passant de 53 millions de tonnes de CO₂ séquestrées dans le bois en 2015 à 32 millions en 2020. Pourquoi ? À cause des tempêtes, du stress hydrique et des sécheresses à répétition, de la prolifération d'insectes comme les scolytes. Et bien sûr de la surexploitation. Quand on coupe un arbre ancien, il ne saurait être remplacé par un baliveau.

Tout indique que cette baisse va se poursuivre, ce qui pourrait conduire la forêt à émettre plus de carbone qu'elle n'en stockerait. Tel est bien le principe, en mode réduit, de ce qu'on appelle à l'échelle planétaire une « boucle de rétroaction positive ». Ne fuyez pas, pas encore. Deux exemples pour bien comprendre. Un, l'océan mondial. Plus on émet de CO₂, plus la température moyenne augmente, ce qui réchauffe aussi les mers. Lesquelles emmagasinent moins de gaz carbonique, augmentant un effet de serre qui, de plus, élève davantage les températures océaniques, lesquelles, etc. Appelons cela par souci de clarté un cercle vicieux. Vieland.

De même, le dérèglement climatique commence à faire fondre les immenses étendues de pergélisol – le permafrost –, qui contiennent 1 700 milliards de tonnes de carbone dit organique, sous la forme de méthane et de CO₂. Soit au total deux fois ce que contient l'atmosphère terrestre.

Ce serait donc l'occasion parfaite de grandes assises nationales sur l'avenir de la forêt. Des scientifiques, des associations, des poètes pourraient nous aider tous à inverser l'inquiétante régression en cours. Mais le dossier est entre les mains d'un lobby très identifié : les ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (Ipef). Nous vivons en pays féodal. Vivement 1789. ●

1. L'article complet, en anglais, est horriblement cher :

[nature.com/articles/s41559-024-02406-8](https://www.nature.com/articles/s41559-024-02406-8)

2. tinyurl.com/3zcfb5b

3. www.academie-sciences.fr/pdf/rapport/060623_foret.pdf

4. tinyurl.com/34rhax27

LES BOLETS ET LES LACTAIRES vont au cimetière

Les champignons aussi, exactement pour les mêmes raisons que les arbres (voir l'article principal). Coupes rases, surexploitation, sécheresses et stress hydrique, et bien sûr dérèglement climatique. Un tout premier état des lieux vient d'être publié, qui pointe les menaces qui pèsent sur les champignons en France. Tous les champignons ? Non, seulement les bolets, les lactaires et les tricholomes. Parmi ces derniers, le mousseron – le tricholome de la Saint-Georges –, adoré par beaucoup. Les trois familles s'observent principalement en forêt et parfois en milieu ouvert, des plaines côtières jusqu'en haute montagne.

La liste rouge des espèces menacées permet d'en savoir plus sur 319 espèces, dont 12 pourraient disparaître chez nous, et 16 autres qui n'en sont pas loin.

Deux espèces menacées de disparition

Sont en « danger critique » d'extinction le lactaire des saules réticulés et le lactaire jaune et lilas. Le bolet de plomb, le bolet rubis et le lactaire lausannais sont clairement

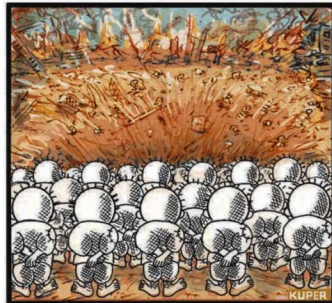
« en danger », tandis que le bolet rose pastel, le lactaire mameonné des tourbières et le tricholome équestre des chênes sont jugés « vulnérables ».

Les résultats réels sont probablement plus inquiétants, car le quart – 25 % – des champignons évalués a dû être classé dans la catégorie « données insuffisantes », faute de connaissances assez précises. Le nombre de champignons menacés devrait augmenter lorsque les connaissances auront progressé pour préciser leur état de conservation. » Ajout qui n'a rien à voir avec la liste : la délicieuse oronge – l'amanite des césars – progresse, elle, vers le nord.

F. N.

1. tinyurl.com/ukfu2p38

« La caricature d'un petit garçon inspire, des années après l'assassinat de son créateur, Naji al-Ali. Le personnage, créé en 1969 et nommé Handala, laisse une empreinte dans l'art et aussi comme un symbole de protestation. » *The New York Times*, 17/5/2024





En Pologne, certains Ukrainiens ont choisi de ne pas combattre l'invasisseur russe. Des lâches ? Des traîtres ? C'est la petite musique que beaucoup de leurs compatriotes leur susurrent à l'oreille. Charlie est allé à leur rencontre à Varsovie pour comprendre leurs motivations.

YOVAN SIMOVIC - DESSINS BICHE

Aux armes ! Oubliez donc l'effort de guerre, les « munitionnettes » et les infirmières... En période de conflit, les seuls héros qui valent, ce sont ceux qui sautent dans les tranchées la fleur au fusil. Contrairement à un fantasme tenace entretenu par les discours nationalistes des plus zélés, la guerre n'unit pas tous les citoyens d'un pays contre l'enva-

hisseur. Ça peut même être le contraire : à moins de partir les pieds devant, vous n'aurez jamais assez donné pour la patrie.

Il y a pourtant de nombreuses petites mains qui s'activent à des centaines de kilomètres du front. Presque caché à l'intérieur de la gare de Varsovie-Ouest, le centre d'accueil pour les Ukrainiens continue d'aiguiller les réfugiés qui descendent chaque jour de bus en provenance des villes assiégées. Et le premier son familier qu'ils entendent une fois descendus, c'est souvent la voix de Viktoriia, 44 ans. Elle est arrivée avec ses trois enfants et son mari au début de l'invasion russe, et elle travaille désormais pour cette mission humanitaire.

« On est tous considérés comme des traîtres, et pas seulement les hommes. La majorité des Ukrainiens encore au pays pensent qu'on est des lâches », se désespère cette grande blonde platine, dont les larges épaules semblent à l'étroit dans son blazer. « Eux, ils vivent sous les bombes, certes, mais nous, on a dû tout recommencer à zéro ici, ils ne savent pas à quel point c'est difficile », ajoute-t-elle.

Son fils aîné veut rentrer en Ukraine. « Pas forcément pour se battre, il rêve de devenir entraîneur de football », raconte Viktoriia, mais il a désormais 18 ans, et pourrait recevoir un ordre de mobilisation. Son mari s'y oppose catégoriquement.



« **D**épart dans cinq minutes, donc, si vous voulez aller aux toilettes, c'est maintenant ou jamais... » Le coordinateur des opérations, Adam Szyszka, n'a même pas le temps de finir sa phrase qu'un défilé de chaises roulantes se précipite vers la sortie du hangar, leurs occupants veulent griller une dernière cigarette. « La plupart de ces patients n'ont jamais pris l'avion, ils sont un peu anxieux, on ne va pas leur interdire le tabac, non plus », nous souffle-t-il en levant les yeux au ciel. Bienvenue au Medevac Hub de Rzeszów, un centre médical d'urgence, aménagé dans des grands entrepôts, qui permet de faire transiter des Ukrainiens vers différents hôpitaux d'Europe de l'Ouest. Ouvert à l'automne dernier, il est stratégiquement installé dans

cette petite ville du sud de la Pologne, à 70 km de la frontière ukrainienne, en face du premier aéroport international. La quinzaine de patients présents sont arrivés la veille et ont été maintenus dans un état stationnaire pendant vingt-quatre heures, dans des box individuelles. Ce matin, ils s'apprentent à monter dans un bus médicalisé, puis à bord d'un Boeing 737, direction la France, l'Allemagne ou le Danemark, pour y recevoir des soins.

Quand on questionne Adam Szyszka sur les raisons pour lesquelles des Ukrainiens ont recourus à ce programme de rapatriement, il reste évasif. « On a toutes sortes de cas qui transitent par le hub, des enfants et des personnes âgées atteints de cancer, des victimes civiles... Mais, bien sûr, quand un homme de 30 ans arrive amputé, on imagine bien d'où ça vient », finit-il par concéder. Mais dans le

Des héros moins une ja

bus aménagé à l'horizon. Seul crâne rasé, et de place au On ne nous la temps du tran question que On se conten nous sépar ces hommes. tronches am d'observer ce béquilles qui emportés par C'est le cas de le fond du bus marché sur l'u disséminé

des « déserteurs » ukrainiens

S'il y a un homme de la famille qui doit aller servir sous les capreaux, ce sera lui. « Bien sûr qu'il ira, mais seulement si l'armée a besoin », tente de se convaincre sa femme. Quand on lui rétorque que l'ex-chef des armées ukrainiennes, le général Valeri Zaloujny, estimait en février, quand il était encore en fonctions, qu'il manquait 500 000 volontaires au sein de ses troupes, Viktoriia balale l'information d'un geste de la main. « Ils disent plein de choses, on ne connaît pas toute la vérité, commence-t-elle, et puis, des hommes inexpérimentés, ça ne leur sert à rien. » Son frère est sur le front, il jure que c'est surtout les munitions et les équipements qui manquent.

C'est justement le but des Araignées de Varsovie. Une association d'Ukrainiens qui se retrouvent tous les soirs dans une école de la capitale polonaise pour confectionner des filets de camouflage. Et leur petite entreprise est bien rodée. D'abord, on récupère des draps usés dans des hôtels, pour les teindre en vert ou en blanc, en fonction de la saison. « Mais après trois ou quatre utilisations sur le terrain, ils finissent tous marron, couleur terre », explique Natalia, l'une des responsables. Ensuite, on les découpe en petites banderoles qu'on vient entremêler sur une toile tendue sur un cadre en bois d'une dizaine de mètres.

SI ELLES FONT TOUT ÇA, C'EST POUR LEURS FILS EN ÂGE DE SE BATTRE et leurs maris au front. C'est d'ailleurs directement à eux que les Araignées envoient leurs colis. « On ajoute des paquets avec des barres protéinées, du shampooing sec, des bougies antimosquitos, des chaussettes, enfin, tout ce qu'ils nous demandent », ajoute-t-elle. Comme à chaque fois au printemps, ce sont les sprays contre les tiques qui sont le plus demandés.

Au milieu des femmes et des vieillards qui entonnent en chœur des chants nationalistes à la gloire de l'Ukraine, on remarque un homme qui semble encore en âge de prendre les armes. Volodymyr, 48 ans, est arrivé en Pologne il y a plus de dix ans, car il ne trouvait plus de boulot dans son pays. « Je n'ai pas peur ! J'ai raté, si besoin », se défend-il en bombant le torse, quand on lui demande s'il pense rejoindre l'armée. Mais

tous ses amis lui jurent qu'il faut qu'il reste ici pour organiser le soutien matériel depuis l'extérieur. « Vous croyez quoi ? On a tous nos familles de l'autre côté de la frontière », s'emporte-t-il. Comme pour illustrer son propos, il pose alors la moitié de son téléphone sur une table. L'appareil est à deux doigts de basculer dans le vide. « Là, je vous parle, mais je garde toujours un œil sur mon téléphone, s'il tombe, je le rattraperai toujours ! Alors, qu'on ne vienne pas dire que je suis un traître dans mon dos », gueule-t-il, l'index levé.

Ce discours sur l'effort de guerre, on l'avait déjà entendu à l'un des nombreux postes-frontières réservés aux piétons entre les deux pays. Dans le sud-est de la Pologne, à quelques pas de la ville de Medyka, c'est un flux continu de personnes qui franchissent quotidiennement les grilles du point de passage depuis l'Ukraine. On s'étonne de voir autant d'hommes traverser librement. Le gouvernement de Volodymyr Zelensky leur avait pourtant bien interdit de quitter le pays dès le début de la guerre...

Quand on accoste Nikola et Ihor, qui marchent d'un pas vif vers la station de bus, les deux gaillards, 32 et 59 ans, dégainent leur laissez-passer de l'armée. Ils travaillent pour la direction du fonds pour l'aide militaire, et vont régulièrement chercher des véhicules en Belgique et en France. « Tous les types que vous voyez ont ce genre de papiers, ou alors ils ne sont pas ukrainiens », affirment-ils. Impossible de passer sans ce sésame, donc. « Même mon fils de 30 ans, handicapé moteur depuis des années, les gardes-frontières ne le laissent pas passer », précise Nikola.

DANS UN CAFÉ DU CENTRE-VILLE de Varsovie, Andrii Rachynskyi, 32 ans, nous montre également son autorisation de sortie du territoire. Elle est périmée depuis plus d'un an. Au début de la guerre, il était encore photographe pour la presse ukrainienne, il pouvait donc circuler librement. Mais son ordre de mobilisation est arrivé dans la boîte aux lettres de son père. « J'étais de passage à Varsovie à ce moment-là, et j'ai décidé de rester. Moi, je suis un artiste. Je ne serais pas capable de faire grand-chose dans l'armée », nous confie-t-il, en tentant de calmer son fils de 2 ans qui gesticule sur ses genoux.

Beaucoup de mes amis mobilisables ont fui en Espagne ou en Allemagne. D'autres sont restés en Ukraine, mais ils ne combattent pas. Ils restent chez eux. Ce n'est pas un secret, beaucoup de jeunes Ukrainiens ne veulent pas se battre.

Certains de mes amis ont reçu jusqu'à trois lettres de mobilisation, mais ils n'y vont pas. Ils écoulent d'une armoire de 600 dollars à chaque fois.

Dans l'armée ukrainienne, la seule façon de se barrer, c'est d'être blessé ou de mourir.



Certains sont restés en Ukraine car leurs parents sont âgés, ou ils sont malades, et ils ne peuvent pas se déplacer. Alors ils ont dû attendre leur décès pour venir. C'est pour ça qu'il y en a qui n'arrivent que maintenant.

YULIA EMPLOYÉE AU CENTRE D'AIDE DES RÉFUGIÉS, ELLE PRÉPARE DES DÉJEUNERS POUR DES RÉFUGIÉS BIÉLORUSSES.

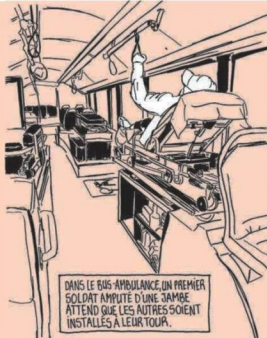


On n'aide pas seulement les réfugiés ukrainiens, mais aussi des Biélorusses, des Géorgiens, mais pas les Russes. On n'aide jamais les Russes.

à, aucun enfant ni vieillard à des hommes, plutôt jeunes, les regards ne laissent que peu

monter dans l'avion, le compté, et il est hors de spécialistes retardant le convoi. cinq minutes de trajet qui nac pour discuter avec temps de déviation ces d'une guerre qui s'embourbe; rds, fauteuils roulants et tuent à des tibia-péronés ps. 39 ans, qui nous sourit depuis pourtant pas directement s saloperies que les Russes r les champs de bataille.

« C'est l'un de mes amis qui a posé le pied au mauvais endroit, tous ceux qui étaient à côté sont morts sur le coup, moi, j'ai perdu ma jambe », nous confie-t-il en pointant le moignon qui dépasse de son short. Un peu débordé par le nombre de patients qui déboulent chaque jour dans son unité, le médecin ukrainien qui s'occupait de lui voulait l'amputer jusqu'à la hanche. Hors de question. « Le docteur a fini par céder et faire en sorte de lancer une procédure d'évacuation vers des hôpitaux étrangers, pour qu'on n'ait pas à en arriver là », explique le militaire en tapotant nerveusement de son unique pied sur le sol. Et maintenant ? « On m'a dit que j'allais en France, mais je ne sais pas où exactement », dit-il. Voilà pour les héros, ceux qui ont troqué un de leurs membres contre une médaille, et que personne ne pourra plus jamais traiter de lâches. Y.S.



DANS LE BUS-AMBULANCE, UN PREMIER SOLDAT AMPUTÉ D'UNE JAMBE ATTEND QUE LES AUTRES SOIENT INSTALLÉS À LEUR TOUR.



Je n'ai jamais appris à me battre, mais sans hésiter, j'ai me battre. Je sais que l'on me formera pendant un mois ou deux et je saurai manier les armes.

FIN DE VIE, L'HEURE DU DÉBAT



Charlie Enquête

AIDE À MOURIR

L'angle mort des souffrances psychiques

Alors que les psychiatres sont évincés des discussions sur la fin de vie, les amendements votés en commission font évoluer la loi prévue, autorisant en creux des personnes victimes de souffrance psychique à recourir à l'aide à mourir.

COLINE REMAULT

Le problème, avec le débat sur la fin de vie, c'est que les discussions ont été si polarisées, et depuis si longtemps, qu'on se lasse des arguments avant même de les avoir entendus, tant on s'attend à être brossé par le progrès, qui serait opposé aux réactionnaires, par la dignité, contraire à l'acharnement. Au risque de ne pas prêter attention aux amendements votés en commission par l'Assemblée nationale, qui font dangereusement évoluer le texte annoncé initialement par Emmanuel Macron, qui souhaitait pourtant « une loi de rassemblement », de « fraternité », pour une mort prononcée dans des « conditions strictes ».

En premier lieu, les amendements votés mi-mai ont une incidence sur l'aide à mourir en cas de souffrance psychique, ce qui inquiète grandement les psychiatres. Souvent accusés de s'opposer par principe à la mort dite « digne », ils vont néanmoins tous les jours des cas qui complexifient la théorie. Il était au début établi que les personnes souffrant de troubles psychiatriques seraient écartées d'office du processus de l'aide à mourir. Si bien que les sociétés savantes de psychiatrie ont été totalement ignorées dans les discussions, comme si la santé mentale n'était pas un sujet lorsqu'on souhaite mourir. L'idée était d'éviter une situation comme en Belgique ou aux Pays-Bas, où l'euthanasie psychiatrique est acceptée. Chez nos voisins, elle a concerné 26 personnes en 2012, dont des patients jeunes, soit 0,8 % des cas.

Mais en France, la nouvelle version du texte brouille les pistes pour ces personnes. Les médecins voient, effarés, les verrous sauter un à un. Premièrement, le critère du pronostic vital à court ou moyen terme a été remplacé par l'exigence d'un « stade avancé ». Or, quel qu'un sous dialyse est considéré comme malade à un stade avancé, tout comme une personne souffrant d'une insuffisance cardiaque, quand bien même ces gens pourraient vivre encore des années...

Sur le sujet spécifique de la psychiatrie, une personne bipolaire, ou dépressive, souffrant d'une autre maladie chronique, serait alors éligible à l'aide à mourir si elle témoignait d'une souffrance réfractaire... sans avoir à consulter un psychologue ou un psychiatre avant le passage à l'acte. Pourtant, peut-on véritablement séparer la souffrance physique de la souffrance psychique ?

« On ne peut pas couper un corps d'un cerveau. La composante psychique de la souffrance physique est énorme. Huit fois sur dix, une personne atteinte d'une maladie chronique sera dépressive », s'agace la psychiatre et gériatre Véronique Lefebvre des Noëttes. Le psychiatre Cyril Hafiz-Thomas, à la tête de plusieurs instances d'éthique, s'interroge, lui, sur la distinction entre souffrance psychique et troubles psychiatriques : « Peut-on vraiment imaginer une souffrance psychique jusqu'au désir de mourir, qui est un symptôme, indépendamment d'un trouble, comme la dépression ? Les deux sont intrinsèquement liés, souligne-t-il. La maladie physique produit des douleurs physiques, qui produisent des douleurs morales, ce qui crée un trouble psychique qui vient brouiller votre discernement. Les quelques mois qui suivent l'annonce d'une maladie grave ou une complication créent ce qu'on appelle un « consentement tunnelier » : vous ne voyez plus d'autre issue que ce que le désespoir vous dicte. Les personnes qui veulent mourir vont pourtant être accompagnées et s'approprier leur maladie au fur et à mesure ».

C'est tout l'enjeu de ce qui est considéré comme une « douleur psychique inadmissible » : l'envie de mourir est une

composante même de la souffrance psychique, sans qu'elle soit pourtant irréversible ou permanente. « C'est d'ailleurs pour cela que la psychiatrie est le seul domaine médical où l'on applique des soins sans consentement : la maladie mentale abolit le discernement », poursuit Véronique Lefebvre des Noëttes. Le seul médicament semble être la mort. Tous les jours, je vois des patients qui souhaitent mourir. Or c'est tout le travail des psychiatres de maintenir la tête des malades hors de l'eau. »

D'autant que cette souffrance n'est ni quantifiable ni objective. Véronique Lefebvre des Noëttes raconte un cas exceptionnel, mais éclairant. M. P., âgé de 77 ans et tout à fait autonome, se présente à elle avec sa carte de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), en revendiquant son droit à la mort. Le psychiatre l'interroge : « Qu'est-ce qui vous fait penser que vous êtes en état de souffrance inadmissible ? » Il répond : « Je vais perdre l'usage de mes jambes, et je ne peux plus faire mon marathon. » La douleur est interprétée par le cerveau avec un nuancier interpersonnel et singulier, explique la médecin. Il ne s'agit pas de nier la douleur des patients, évidemment, mais d'admettre que, dans ce domaine, il est impossible de faire une loi pour tous. Le problème avec l'aide à mourir, c'est que la défiance prend la place de l'alliance thérapeutique. Ce patient a tellement peur de perdre sa dignité, de mal mourir, qu'il préfère ériger un droit sans discussion avec les soignants qui pourraient l'accompagner. C'est d'autant plus inquiétant dans une société extrêmement âgiste. La société les assigne à vouloir disparaître. Elle pense notamment à M. R., 92 ans, qui a fait trois tentatives de suicide en quarante-huit heures. « Je suis malade, je suis fâché avec ma fille unique, elle vit en Suisse, je ne peux pas voir mes petits-enfants », lui explique le patient. « On passe un contrat : avant de mourir, je reviens tous voir tous les jours pendant un mois, et permettez-moi d'appeler votre fille », lui suggère la soignante.

Un mois plus tard, l'homme ressort de l'hôpital, direction... la Suisse, chez sa fille.

La plupart du temps, l'envie de mourir engendrée par des souffrances psychiques est ambivalente, chargée de contradictions. « J'ai eu encore ce matin une patiente qui voulait mourir. Elle était âgée, isolée, abandonnée par sa famille, et souffrait énormément. Cependant, en discutant, elle m'a dit qu'il y avait des choses qu'elle avait encore envie de faire, comme manger ou parler avec des gens. Mais, entre-temps, elle exprimait encore son besoin de mourir. Cette ambiguïté n'est pas cernée par le texte de loi, regrette Cyril Hafiz-Thomas. Pour que ce texte soit éthique, il faudrait qu'une personne traverse tous les parcours de soins possibles avant de demander la mort : un suivi psychiatrique, des soins palliatifs... À ce jour, aucun rendez-vous avec un psychologue n'est prévu dans le processus. Seuls les patients qui le demandent pourront voir un psychologue. Mais c'est une mesure. »

En attendant, les soignants qui s'opposeraient au « droit à mourir » des patients pourraient même être accusés de « délit d'entrave », sanctionné par une amende allant jusqu'à 15 000 euros. « Donc, dans mon hôpital, où on s'attache tous les jours à sauver physiquement et moralement des personnes ayant effectué une tentative de suicide, on aura à côté de ces patients d'autres qui viendront mourir en toute liberté, parce que c'est leur droit. Quel est le sens de notre travail ? C'est terrible, pour nous », poursuit Véronique Lefebvre des Noëttes. Elle reste toutefois une fervente défenseuse de la loi Léonetti, prescrivant chaque jour dans son service des sédations profondes aux personnes en souffrance. Il y a quelques mois, on l'a appelée pour rencontrer un patient qui avait tenté de mettre fin à ses jours à l'hôpital. Dans la chambre, elle aperçoit un homme mourant, qui respire mal. « Je suis allée voir mes collègues, je leur ai dit : "Ce n'est pas d'une psychothérapie qu'il a besoin, mais d'une sédation profonde et continue." » Elle s'adresse au patient : « Voulez-vous qu'on prévienne votre famille ? » Celui-ci répond : « Évidemment, je veux dire au revoir. » S'inquiéter des dérives de l'aide à mourir n'est pas de l'acharnement, ajoute la psychiatre. Évidemment, on peut mettre de la dignité, du discernement et de la délicatesse dans la fin de vie. ■

Emmanuel Macron
veut faire de la France
« un des pays champions
de l'IA » **LE MONDE**, 22/5/24

L'IA VAVOUS CHANGER LA VIE



Dans le jacuzzi des ondes

Renaud Camus chez Pivot

PHILIPPE LANÇON

Comme le temps passe ! Pivot est mort, enterrons-le avec Renaud Camus, cet écrivain dont la politique a fait un diable. Le 24 juillet 1981, il est sur le plateau d'Apostrophes. Il a 34 ans, peu de gens l'ont lu. Ce n'est pas encore l'homme qui compte les Juifs dans une émission de France Culture, ni celui du « grand remplacement ». C'est l'auteur, délicat et sans compromis, de *Tricks*, qui contait crûment sa vie homosexuelle à une époque où celle-ci relevait souvent de la honte et du secret. Roland Barthes a préfacé le livre : « La littérature, écrit-il à son propos en 1979, est là pour donner un supplément de jouissance, non de décence. » Les récits de Camus, poursuit-il, « sont neutres, ils n'ont pas dans le jeu de l'interprétation. Ce sont des sortes d'« plats, sans ombres et sans arrière-pensées. [...] Seule l'écriture permet cette pureté, ce motin de l'énonciation, inconnu de la parole, qui est toujours un enchevêtrement retors d'intentions cachées ». C'est la littérature vivante de ces années-là : l'expérience dressée par la forme, par un souci de vérité, dépourvue de toute psychologie morale et sentimentale.

Thème du jour dans *Apostrophes* : « Tous les chemins mènent en France ». Et à cette Rome, pour les auteurs, qu'est l'émission de Pivot. Autres invités : Gilles Perrault (mort le 3 août 2023), Louis Nucéra (mort le 9 août 2000), François Caviglioli (mort le 21 mars 2014). Trois hommes dont j'ai lu des livres, des articles, il y a longtemps. Perrault m'a marqué, j'étais adolescent. Le Pull-over rouge, enroulé sur l'affaire Christian Ranucci, m'a fait haïr sans retour la peine de mort et tout idée de condamnation sans preuves rigoureusement établies. Plutôt neuf coupables dehors qu'un innocent en prison (ou, une dernière fois par cette époque, sous le couperet).

Renaud Camus est venu parler de *Journal d'un voyage en France*. Il porte un petit pull fin jaune citron, une mince cravate grise pas entièrement nouée, une chemise bleu ciel. Il a une épaisse petite moustache, des cheveux ondulés et bien peignés, cette voix articulée et doucement haut perchée, presque précieuse, qui renvoie à la méticulosité ironique de sa prose. Pendant deux mois, il a voyagé en France, d'abord avec sa mère, puis sans, à bord d'une 403. Gilles Perrault le compare à Kerouac, mais ce n'est pas un road-trip de beatnik. Camus n'est allé que là où il voulait aller, plutôt vers des châteaux, des musées, des paysages, avec, entre lui et le monde, le filtre persistant du passé. Il décrit ce qu'il a vu et vu, ces restaurants moqués aux buissons-ardents : « Rien n'est exclu, dit-il à Pivot, tout ce qui allait se présenter est dans le livre, y compris des choses tout à fait inattendues, comme la maladie. » Une hépatite

Le choc du temps perdu et retrouvé vient d'ailleurs

l'a ralenti. Ensuite, il a continué seul le voyage. Ce qu'il appelle un « réalisme absolu », précise-t-il, c'est « un réalisme très subjectif. [...] Quand on voyage, on ne voit jamais les choses telles qu'elles sont. Moi, j'ai voulu les montrer telles que je les percevais tel jour. Ça dépend de la façon dont j'avais dormi, de mon humeur éventuellement, de la lumière, de l'air du temps, dans une ville, des embouteillages, d'un tas de choses très personnelles, de mon passé... ». Sans doute n'imaginait-il pas encore son « avenir » moral et politique – celui qu'aujourd'hui nous lui connaissons (ou lui réservons). Mais le choc du temps perdu et retrouvé, face à l'émission, vient d'ailleurs.

Assez vite, Pivot en vient aux récits des rencontres sexuelles de l'écrivain : « Et puis, il faut bien le dire, parce que c'est la vérité, vous allez râler dans ce qu'on pourrait appeler des mauvais lieux, des saunas, vous rencontrez des hommes poilus... Vous ne nous cachez rien ! » Camus a un petit sourire : « Non, non, c'était mon propos. [...] Je fais une petite objection au terme « mauvais lieux » qui n'apparaît pas sous ma plume... ». Pivot, s'agitant : « Non, non, ça c'est moi qui... ». Camus, mains croisées : « Je n'ai jamais compris pourquoi les choses du sexe font l'objet d'un statut particulier, doivent être érigées en secret. Moi, je trouve que ce sont des choses très intéressantes et très agréables à vivre, mais je ne vois pas pourquoi elles feraient l'objet d'une espèce de ségrégation dans les discours, pourquoi il faudrait en parler uniquement dans les livres spécialisés, ou avec une langue particulière. J'en parle comme je parle d'autre chose, comme ça se présente. J'en parle. »

RENAUD CAMUS PARLE DE SEXE COMME D'AUTRE CHOSE



SALCH

Qu'avez-vous vu, monsieur Haenel ?

La peinture est un jardin

YANNICK HAENEL

Il vous reste jusqu'au 17 juin si vous voulez voir au musée du Louvre cette petite exposition exceptionnelle consacrée à l'un des chefs-d'œuvre de la peinture : *La Vierge du chancelier Rolin*, de Jan Van Eyck (vers 1390/95-1441).

Le tableau vient d'être restauré : l'allégement des couches de vernis oxydés qui l'assombrissaient nous redonne sa splendeur directe. Un déliurement.

Sur un morceau de bois peint à l'huile de 66 cm de haut et 62 cm de large, qui représente une loggia carrelée de damiers en marbre scannée de colonnes et d'arcades, un homme, la coupe au bol et le visage expressif (bouche décidée, lèvres amères, regard d'autorité, mais tout entier dévoué, prêt à la dévotion), est à genoux, les mains jointes au-dessus d'un prie-Dieu recouvert de velours bleu, face à une Vierge blonde et décoiffée, enveloppée d'un manteau rouge galonné de perles, qui tient sur ses genoux le Christ enfant.

L'exposition, centrée sur ce tableau, propose d'autres œuvres de Van Eyck, placées en satellites, qui approfondissent notre compréhension passionnée. C'est tout un petit roman en peintures qui déroule alors pour nous ses chapitres d'enquête narrative.

Que se passe-t-il dans ce tableau ? Pourquoi, en arrière-plan, de dos, deux personnages de miniatures enluminées reprennent-ils les grandes masses bleues et rouges du premier plan ? Pourquoi ce jardin gorgé de roses, peuplé de pies et de paons, s'ouvre-t-il en plongée à notre regard, comme si nous étions invités aux délices toujours disponibles d'Éden ? Pourquoi une peinture de piété flamande de l'après-Moyen Âge nous prodigue-t-elle tant d'émotion ? Pourquoi tant de joie nous serre-t-elle le cœur, comme si nous avions toujours été là, comme si nous commissions ce chancelier, comme si nous étions follement présents, nous aussi, à la Vierge ?

La peinture nous accorde un accès à la présence aussi limpide que l'amour. Elle nous ouvre à un monde de détails et de couleurs ; elle nous fait penser gracieusement.

En tournant autour du tableau, on découvre, en revers du bois, un trompe-l'œil de marbre feint jaune-vert. On pouvait donc voir l'œuvre sous toutes ses faces. La contemplation des pierres était considérée au Moyen Âge comme une aide à la prière. Surprise : ce tableau était donc un autel portatif.

J'aime bien imaginer le rucher chancelier Rolin transportant son tableau partout avec lui sur les routes du duché de Bourgogne et le contemplant, le soir, à la bougie. Chacun transporte avec soi son jardin intérieur : qu'on ait besoin ou non d'un dieu, peu importe. Mon dieu à moi, ma déesse, ce sont les phrases, c'est la littérature ; c'est à elle que je pense, et en miroir, elle m'offre sa pensée.

Je transporte la littérature, un livre, tous les livres stockés dans la mémoire de mon cœur, et je ne cesse de les ouvrir et de me réjouir. Ce qu'on aime est là, avec nous, pour toujours : c'est mon sacré à moi. ■

LE MEILLEUR DES MONDES NUMÉRIQUES



PETIT CHATBOT ROUGE

SOIXANTE ANS APRÈS LA PUBLICATION du « Petit Livre rouge » martelant les citations de Mao, et obligatoire pour chaque famille, c'est une version plus moderne à laquelle devront désormais souscrire les Chinois : un chatbot programmé à partir des discours et des pensées du camarade Xi Jinping. Lequel viendra donc répondre à toutes les questions possibles des internautes sur le « socialisme aux caractéristiques chinoises ». Le nouveau Grand Timonier ayant toujours raison, on attend avec impatience les premières « hallucinations » (lorsque le chatbot répond n'importe quoi) de ce Xibot. **P. Chesnet**

CHARGEUR DE NEURONES

LA MÉGALOMANIE D'ELON MUSK a fini par lui faire perdre toute logique. Alors qu'il veut augmenter le nombre de ses clients Tesla, sa fameuse voiture électrique soi-disant autonome, sa quête de gloire lui a semblé-t-il fait oublier que cette dernière ne roulait pas par la grâce du Saint-Esprit. En lui, qu'il dit voir électrique dit chargeur. Or c'est au sein de cette division de l'entreprise

chargée de monter un réseau de chargeurs sur le plus de territoires possible qu'Elon Musk a décidé de licencier le plus de monde, début mai. Rassurez-vous : à la suite d'un éclair de génie du milliardaire, la plupart des licenciés ont été réembauchés quelques jours plus tard... **L. Redaud**

6G

AVEC X, ELON MUSK permet à tous les néonazis de la planète de s'exprimer. Avec Starlink, son fournisseur d'accès

à Internet par satellite, il permet aussi aux djihadistes de surfer sur le Web en toute décontraction ! C'est la récente découverte faite par l'armée nigérienne qui, lors d'un raid contre Boko Haram, a mis la main sur un terminal Starlink. Malheureusement, le manque de régulation concernant l'entreprise de Musk risque fort d'empêcher les autorités de remonter la trace des paiements effectués pour s'offrir ce service, et donc de procéder à des arrestations dans le groupe terroriste. Bien joué ! **L. R.**

VIVA LA SCHIZOPHRÉNIE

LORS DE LA NOUVELLE ÉDITION DE VINATECH, grand-messe des start-up « disruptives » bien décidées à transformer le monde, Elon Musk, apparu comme leur gourou, a démontré une fois de plus l'ampleur de sa schizophrénie. Fustigeant comme à son habitude les médias, des « machines à maximiser les clics, mais pas [...] à maximiser la vérité », le patron de X, royaume du clic frénétique et abrutissant, encourage les parents à limiter les médias sociaux pour leurs enfants, car ces derniers sont programmés par une IA qui maximise la dopamine ». Sur l'IA, qu'il redoute par-dessus tout, le milliardaire souhaite qu'elle soit « formée pour être honnête et non politiquement correcte ». Si on calquait l'IA sur le cerveau d'Elon Musk, il y aurait effectivement de quoi paniquer. **E. Lalande**

CULTURE JAPONAISE

LE RÉSEAU SOCIAL TIKTOK est régulièrement plébiscité pour son ingénieux algorithme. Une technologie dont Facebook ferait bien des s'inspirer... Il semblerait en effet que le site de Zuckerberg ait complètement pété les plombs. Au lieu de recommander à ses utilisateurs les photos et vidéos de leurs amis, Facebook leur propose... du hentai. Ces messages et images pornographiques cumulent ainsi des millions de vues et mettent parfois plusieurs jours à disparaître de la plateforme, qui, on le rappelle, est accessible dès 13 ans... Incompétence, manque de modération ou promotion du multiculturalisme ? **L. R.**

CANNES ON REMBALLE !

ATTENDS !
RACHIDA DATI
EST ENCORE
SUR LE TAPIS !



LA CONNERIE CONNECTÉE DE LA SEMAINE

À LA RECHERCHE DU PROFIT

LOIRAINNE REDAUD

Quiconque a déjà mis les pieds dans une entreprise sait que l'ambiance n'est pas toujours au beau fixe et que certaines tensions peuvent apparaître entre collègues. Et quand ces crispations ont pour cadre une multinationale, le conflit interne peut avoir un impact bien au-delà des murs du siège social. Prenez Google, par exemple. Depuis plusieurs mois, de nombreux observateurs font état d'une baisse de qualité dans les résultats proposés par le moteur de recherche. En lieu et place de sites « sérieux », Google propose désormais des publicités ou des



sites générés par l'intelligence artificielle. Plusieurs raisons expliquent ce changement, et l'une d'entre elles se nomme Prabhakar Raghavan. Inconnu du grand public, ce cadre s'est

fait connaître grâce au journaliste indépendant américain Edward « Ed » Zitron, qui l'a sagement rebaptisé « l'homme qui a tué les recherches sur Google ». L'affaire commence en 2019 : Raghavan, alors responsable des publicités, entre en guerre avec Ben Gomes, en charge, lui, des résultats de recherche (Search), car il constate une baisse des revenus issus de ce secteur. Des tensions s'ensuivent, des mails « passifs-agressifs » fusent. Gomes cherche à privilégier l'utilisateur, quand Raghavan veut juste faire un max de blé sur le dos de ce dernier. Devinez qui a gagné ? Et, ultime pied de nez aux utilisateurs, Google a décidé de changer son responsable Search : adieu Ben Gomes, bienvenue à... Prabhakar Raghavan. ■

Vivreensemble

La solution à zéro Etat

GÉRARD BIARD

Et de 1461 Le 22 mai, l'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont annoncé reconnaître officiellement l'État palestinien. Dans quelques jours, la Slovénie devrait en faire autant. Ce sont désormais les trois quarts des pays membres de l'ONU qui soutiennent la concrétisation d'un État palestinien. Lequel, pour le moment, n'existe que sous la forme fumée d'une « Autorité » qui n'en a que le nom, dirigée par une clique de vieilles croûtes corrompues, en concurrence ouverte et guerrière avec un groupe terroriste qui règne sur une enclave en vole de pulvérisation. Qu'à cela ne tienne. Au train où vont les choses et en raison de l'aveuglement jusqu'au-boutiste de Netanyahu, il y aura bientôt davantage de pays dans le monde qui reconnaîtront l'État palestinien que de pays qui reconnaîtront l'État israélien... Or, pour que « solution à deux États » il y ait, il ne suffit pas de le réclamer sur un ton incantatoire. Il faut que ces deux États soient une évidence pour tous. On ne peut pas vraiment dire que nous y sommes.

La création d'un État palestinien viable et indépendant impliquerait plusieurs choses. D'abord, il est indispensable de répondre à quelques questions de base. Quel État, sous quelle forme, à l'intérieur de quelles frontières et avec qui aux commandes ? Ensuite, il faut aussi avec qu'un à la tête d'Israël pour l'accepter - à défaut de le souhaiter - capable de surcroît de maîtriser les colons les plus radicaux.

Enfin, l'État hébreu ne doit plus vivre sous la menace de tous ceux, nombreux et divers, qui ne le désignent que sous le terme d'« entité sioniste » et rêvent de le voir disparaître. Cela signifie l'éradication du Hamas - car il est peut-être probable que ses dirigeants actuels prononceraient sa dissolution en assemblée générale... -, mais aussi du Hezbollah libanais et, évidemment, la chute du régime des mollahs en Iran. Pour commencer.

A tous les finisseurs qui aujourd'hui récusent l'accusation d'antisémitisme en se déclarant fièrement « antisionistes », rappelons que, si l'on a bien le droit d'être antisioniste - nombre de Juifs le sont, mais pas pour les mêmes raisons - le sionisme ne vient pas de nulle part. Il émerge à la fin du XIX^e siècle dans le sillage de l'affaire Dreyfus et de l'affirmation toujours plus violente d'un antisémitisme politique et intellectuel en Europe - sans oublier les pogroms successifs en Russie - et théorise la nécessité pour les Juifs du monde entier de cesser d'être un peuple « errant » et d'avoir un État à même de les accueillir et de les protéger.

Une nécessité qui s'impose comme un impératif existentiel au lendemain de la Shoah. Malheureusement, ce constat demeure plus ou moins d'actualité. Par une écurieuse ironie, le massacre du 7 octobre a encore davantage décomplexé la parole et l'action antisémites, comme si le Hamas, avec ses atrocités, avait rallumé le foyer d'une haine antijuive qui ne demandait qu'à flamber de nouveau.

Désormais, la légitimité de l'existence d'Israël, sans être ouvertement remise en cause, ne cesse d'être sournoisement questionnée en toute bonne conscience, aussi bien sur les campus où l'on crie « La Palestine de la rivière à la mer » - ce qui est une autre façon de dire « les Juifs à la mer » - que dans les grandes instances internationales, où l'on renvoie trop souvent dos à dos un mouvement terroriste et un État démocratique. Pour les élections européennes, les partisans de la disparition d'Israël présentent même une liste - Free Palestine, au logo représentant un État palestinien « de la rivière à la mer », justement, c'est-à-dire effaçant totalement l'État hébreu... -, sans que cela déclenche beaucoup d'indignations. Les Palestiniens, qui vivent un calvaire depuis trop longtemps, méritent mieux que ces faux amis qui se font bien de les voir accéder à la liberté et à l'indépendance, et souhaitent surtout la disparition d'Israël. Ce n'est pas à leurs côtés qu'ils gagneront l'émancipation. ■



Les Puces

Petit tour d'horizon

LUCE LAPIN

Afin que les consommateurs soient informés des conditions d'abattage des animaux qu'ils consomment, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) propose un étiquetage « niveau de bien-être des animaux », allant de A à E : « Le découpage en cinq niveaux permet la progressivité du système ». À noter que le niveau E, qui se réfère à l'abattage rituel - casher et halal -, indique « le strict respect de la législation » (c'est le niveau minimal de bien-être animal, BEA). Un progrès, mais on pourrait simplifier en supprimant la dérogation qui permet l'abattage rituel - animaux non étourdis, égorgés en pleine conscience, en pleine souffrance : leur agonie peut durer quelque dix minutes. L'étourdissement est obligatoire dans le cadre d'un abattage conventionnel - c'est simple, c'est la loi.

EUROPÉENNES. Sur X (18 mai), Manon Aubry se dit « fière d'être la tête de la liste classée 1ère par L214 pour la défense des animaux ». Bravo ! Sauf que... c'est faux. C'est pas pour chipoter, mais, non seulement elle n'est pas « 1ère », mais elle n'est pas non plus la seule (politiciens-animaux.fr/politiciens/thom-prenom=&tid=58%5D=45#content-content).

Les animaux, mais pas que Marc Governatori - l'Écologie au centre -, qui atteint 19,8 sur 20. Governatori, c'est le poujadiste de la France en action (2005). Une fois de plus, la défense animale ne peut en aucun cas constituer un tout. Savoir pour qui on vote (ou pas), c'est utile... et même indispensable. engagement-animaux.fr/elections-europeennes-2024

PROJET DE LOI. Mardi 14 mai a été présenté à l'Assemblée nationale, en séance plénière, le « projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture ». Il était censé aider le monde agricole à sortir de la crise qu'il traverse. Pour L214 Ethique & Animaux, il renferme au contraire « la dépendance à l'élevage et aux importations pour l'alimentation animale qui en découle » et l'augmentation des élevages intensifs (214.com/communications/20240514-loi-orientation-agricole-recul-animaux).

PARLEMENT BRITANNIQUE. Mardi 14 mai, vote de l'interdiction de l'exportation d'animaux d'élevage vivants. Chez nous, 91% des Français sont opposés au transport d'animaux vivants vers leur lieu d'abattage (Fondation 30 Millions d'Amis-Top Opinion, 2024). Mais rien...

BOUQUIN. Vivent les corbeilles. Un plaidoyer pour une cohabitation responsable, de Frédéric Jiguet (éd. Actes Sud, 2024).

BONNE NOUVELLE ! Sensibilisé par l'assoce People for the Ethical Treatment of Animals, Pour une éthique dans le traitement des animaux (petafrance.com), Carrefour ne vend plus de cuisses de grenouilles. ■

luce-lapin-et-copains.com/category/elevage-protection-animal/abattage-rituel (luceapinetcopains@gmail.com).



CHARLIE HEBDO OFFRE D'ABONNEMENT

6 mois
à la formule intégrale
(édition papier + édition numérique + contenu du site)

et recevez en cadeau
le tee-shirt «VOTE!»
illustré par Luz

59€*

au lieu de 92,40 €, prix normal de vente
(74 pour l'export)



2 tailles disponibles : L et M (coupe homme)

* Offre valable jusqu'au 30 juin 2024.

JE SOUHAITE RECEVOIR CHARLIE HEBDO PENDANT 6 MOIS + EN CADEAU LE TEE-SHIRT «VOTE!» ILLUSTRÉ PAR LUZ

Retournez ce bulletin ainsi que votre règlement à l'ordre des Éditions Rotative à :
CHARLIE HEBDO BP 50311 75625 PARIS CEDEX 13
ou abonnez-vous en ligne sur boutique.charliehebdofr

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

E-MAIL _____

JE CHOISIS MON MODE DE RÈGLEMENT

- ☐ Par chèque à l'ordre des Éditions Rotative
- ☐ Par virement bancaire Nom de la banque : Société Générale
Domiciliation : Paris Parc Brassens BIC : SOGEFRPP
IBAN : FR7630003035410002019142969
- ☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales de CHARLIE HEBDO
- ☐ J'accepte de recevoir les offres des partenaires choisis par CHARLIE HEBDO

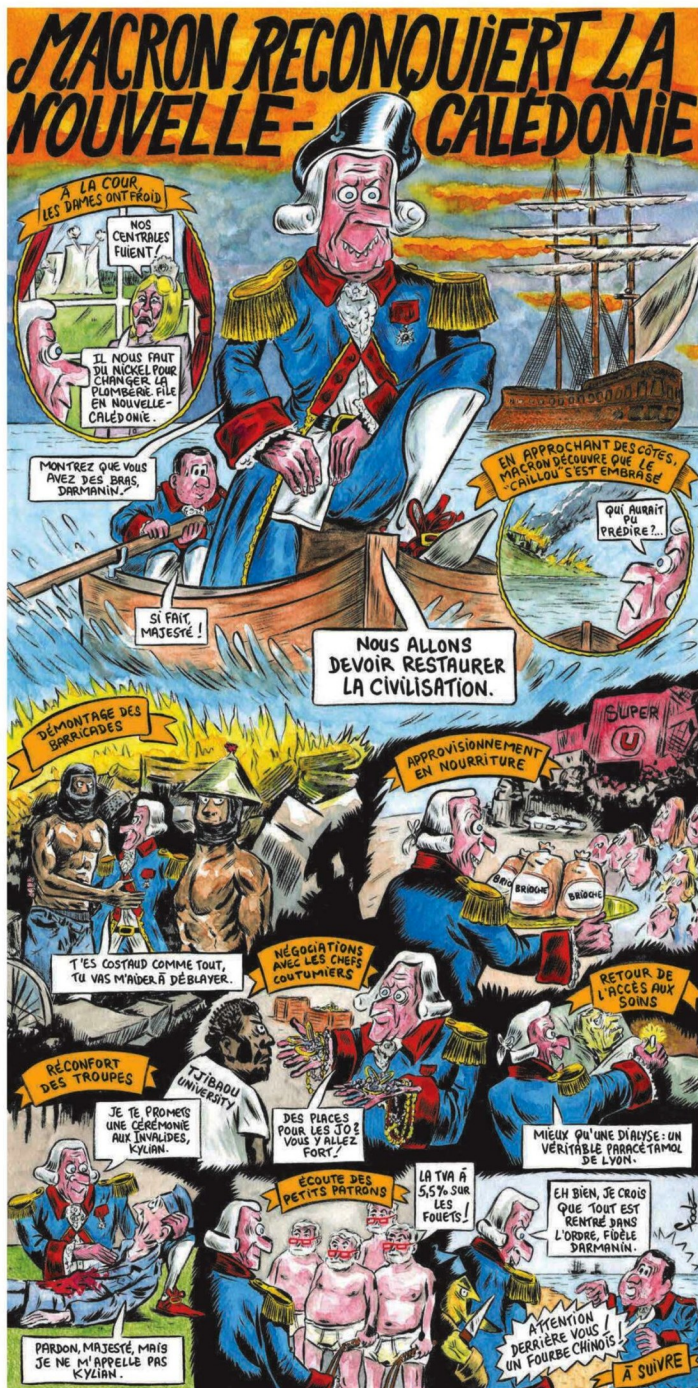
Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/1/1978, vous avez droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant.
Ce droit peut s'exercer auprès du service abonnement de
CHARLIE HEBDO — BP 50311 — 75625 Paris Cedex 13.
angelique.abo@charliehebdofr

CHARLIE HEBDO Fondateur : Cavanna Président, Directeur de la publication : Riss
Directeur général : Philippe Debruyne Rédacteur en chef : Gérard Biard
Rédaction : redaction@charliehebdofr Standard 01 85 73 06 00
Abonnement, anciens numéros : angelique.abo@charliehebdofr
Éditions Rotative, BP 50311, 75625 Paris Cedex 13. 545 les Éditions Rotative,
entreprise solidaire de presse — RCS Paris 8388 541 336.
Commission paritaire n° 0427-C26263 ISSN 1240-0068
Imprimé en France par un groupement d'imprimeurs.
Les manuscrits et dessins ne seront pas renvoyés.



10-32-2813

/ Certifié PEFC / pefc-france.org



CHARLIE HEBDO

Les couvertures auxquelles vous avez échappé



Droit à la déconnexion

Un patron chinois offre des congés «mal-être» à ses employés. Pour retrouver le moral, ils passeront quinze jours dans un camp de Ougours.

Cochonnerie

À la demande d'un client, Hénaff a mis un dîner en mariage dans une boîte de pâté. Et un test de grossesse dans une andouille de Guémené.

Orpea

Une cinquantaine de salariés du Vatican s'apprent à saisir la justice pour maltraitance sexuelle. Même le pape se plaint qu'on ne lui change sa couche que tous les deux jours.

Greenwashing

La Russie aurait découvert 511 milliards de barils de pétrole sous l'Antarctique. Du coup, les ours polaires vont arrêter d'acheter des voitures électriques.

Plus jamais ça

Conséquence de la guerre contre le Hamas, la Gay Pride de Tel-Aviv est annulée. La CPI envisage de condamner Netanyahu pour homophobie.

Street art

Deux agents russes envoyés par Poutine seraient à l'origine des mains rouges taguées sur le Mémorial de la Shoah, à Paris. La facture de nettoyage sera envoyée à Marine Le Pen.

Droits-de-l'homisme

Le drapeau de l'ONU mis en berne au siège des Nations unies, en hommage au président iranien décedé. Et une minute de pendois d'une femme non voilée a été respectée.

Un certain regard

Gérard Depardieu a asséné plusieurs coups de poing au visage d'un paparazzi dans un restaurant. Il ne supporte pas qu'on le photographie à jeun et sans la main au cul d'une serveuse.

Con comme un Jul

Un jeune rappeur américain se tire une balle dans la tête en tournant un clip vidéo. Un hommage à Kendji Girac qui a mal tourné.

Les Aristochats

Un chaton de 4 mois sauvé à Bondy après avoir été abusé sexuellement. Il montera les marches à Cannes l'année prochaine avec Juliette Binoche et Judith Godrèche.

Le camarade Ricoré

La Poste lance un timbre à l'odeur de pain. Les pauvres pourront tremper leur avis d'expulsion dans la confiture pour un petit déjeuner réconfortant.

Make my day

Un adolescent américain tué par une chips ultra-épice. Certains États souhaitent déjà interdire le port de la chips.

Lacavore

Il découvre un escargot dans son wrap commandé chez McDonald's. Pour une fois qu'il y avait quelque chose de comestible chez McDo.

Mobilité douce

L'Iran a demandé l'assistance des États-Unis après le crash d'hélicoptère de son président. Ils ont conseillé aux mollahs de ne se déplacer qu'en déambulateur, comme Joe Biden.